

## SYMPOSIUM SUR LE CONSTITUTIONNALISME

**Thème :** Historique du Constitutionnalisme guinéen (leçon inaugurale)

**Sous-thème :** Synthèse des consultations publiques et du dialogue inter-guinéen et leur lien avec les réformes constitutionnelles

**Présenté par :** Mory DOUNOH, Conseiller national

Dans notre démarche, notre communication abordera les aspects communs des principales préoccupations soulevées par les populations et leur lien avec la reformes constitutionnelle des 3 principales consultations publiques (CNT-CNA et CDI.IG).

### *A- Contexte*

Depuis le 05 septembre 2021, la Guinée s'est engagée dans un processus de refondation à travers le CNRD sous le leadership du **Colonel Mamadi DOUMBOUYA**, Président de la transition. Les organes de la transition ont été mis en place avec des missions précises pour favoriser la refondation de l'État et aboutir à une transition réussie.

Parmi lesquels, le CNRD, gouvernement de transition et le CNT.

### *B- Base juridique des consultations publiques*

- 1- Décret N° 2022/005/PRG/CNRD/SGG 22 janvier 2022 portant nomination des membres du CNT ;
- 2- Décret N° 2022/005/PRG/CNRD/SGG du 22 Janvier 2022 portant nomination des membres du bureau du CNT ;
- 3- D/2022/0427/PRG/CNRD/SGG du 19 septembre 2022 portant mise en place du Cadre de Dialogue Inclusif (CDI) ;
- 4- D/2022/0174/PRG/SGG du 25 mars 2022 portant nomination des membres du CNA.
- 5- D/2022/0504/PRG/SGG du 19 octobre 2022, portant création du Comité de pilotage, de suivi et de mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales.
- 6- Décret D/2022/0173/PRG/SGG du 25 mars 2022 portant création, attributions et fonctionnement du Comité National des Assises (CNA) ;
- 7- Arrêté A/2022/2628/PM/CAB/SGG le 30 septembre 2022 portant désignation des facilitateurs nationaux de ce Cadre de Dialogue Inclusif (CDI).
- 8- Arrêté A/2022/2629/PM/CAB/SGG du 30 septembre 2022 portant nomination des facilitatrices du dialogue inter-guinéen.

### ***C- Démarche Méthodologique des consultations publiques***

#### **➤ *Consultation du CNT (198 recommandations)***

- 8 000 guides d'entretien ont été imprimés et mis à la disposition des Conseillers nationaux au départ des missions ;
- 4 281 fiches correctement renseignées qui ont été ensuite saisies dans l'outil digital conçu à cet effet, soit un taux de réponse de 53,51% ;
- 25 000 Guinéens qui ont été directement touchés par les missions.

#### **➤ *Assises nationales (45 recommandations)***

La réussite des « journée vérités » a abouti à l'organisation

- 117 fora populaires ;
- 195 Focus groups ;
- 2730 entretiens individuels.

#### **➤ *Dialogue inter-guinéen (57 recommandations)***

- 3 problématiques ont été ajoutées aux dix ;
- 10 points du chronogramme
- 13 thématiques qui ont fait l'objet de débat entre les panélistes ;
- 37 entités sociopolitiques dont 24 coalitions politiques et 13 faîtières des organisations de la société civile.

### ***D- Teneurs des Consultations publiques***

Les Consultations des populations, les assises nationales et le dialogue inter-guinéen ont été initiés par les autorités de la transition dans le but de favoriser le droit à la participation des citoyens aux actions de prise de décision, c'est à ce titre que le CNT conformément à sa mission, a organisé une large consultation populaire sur l'ensemble du territoire de la République pour recueillir les avis et préoccupations des populations sur les grands chantiers de la transition, sur divers aspects de la refondation au total 198 recommandations ont été formulées au CNT.

S'agissant du processus de réconciliation nationale, les assises nationales également ont été initiées avec le mandat d'écouter les populations, recueillir leurs narratifs des faits de violences et de violations des droits humains dont elles ont été victimes ou témoins et de faire des

recommandations à l'autorité un total de 45 recommandations ont été formulées sur le droit à la vérité, le droit à la justice, le droit à la réparation et les garanties de non-répétition.

Enfin, le dialogue inter-guinéen coprésidé par 3 femmes personnalités s'est déroulé avec une large participation des acteurs politiques, les organisations de la société civile, les membres du gouvernement, le CNT sur les préoccupations et avis dans le cadre d'un retour à l'ordre constitutionnel, un total de 57 recommandations ont été formulées sur les aspects matériels de la transition.

Pour un total de 300 recommandations ces consultations ont touché des aspects matériels des liens avec les réformes envisagées dans le cadre de la rédaction de la nouvelle constitution, le découpage du paysage politique, la réforme de la justice, la moralisation de la vie publique, la question de la réconciliation nationale, les garanties d'exercice des droits et libertés fondamentaux, l'organisation d'élections inclusives, la participation politique de la femme et des jeunes dans les réformes futures, la lutte contre l'impunité.

Le présent tableau récapitule l'essentiel des recommandations formulées et leur lien avec les réformes constitutionnelles et législatives.

**TABLEAU DES 300 RECOMMANDATIONS ISSUES DES CONSULTATIONS PUBLIQUES**

AXES	ELEMENT D'ARGUMENTATION	RECOMMANADTIONS	RECOMMNADTIONS SPECIALES
Nouvelle Constitution	<b>Contenu :</b> un régime politique garantissant effectivement l'équilibre des pouvoir de manière à prévenir les abus. Elaboration d'une Constitution fiable qui tiennent en compte des aspirations du peuple et résistant à la tentation des révisions intempestives.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Séparation et répartition correcte entre PRG et PM ;</li> <li>- Limitation des pouvoir du PRG ;</li> <li>- Maintien des dispositions intangibles liées à la durée du mandat présidentiel ;</li> <li>- Mandat présidentiel (2 et durée 5 ans) ;</li> <li>- Reduction du nombre de partis politiques bipartisme 77%) ;</li> <li>- Candidatures indépendantes ;</li> <li>- Institutions fortes et autonome financièrement ;</li> <li>- Principes de redevabilité ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Associer un Comité constitutionnel sous l'autorité du CNT ;</li> <li>- Institutionnaliser le statut de la 1ere dame ou du 1<sup>er</sup> Mr ;</li> <li>- Limitation de l'âge 35 mini et 75 ans Maxi et rétroaction pour des candidatures au 31 Déc. 2024 ;</li> </ul>
Reforme législatives et institutionnelles	<b>Contenu :</b> moralisation de la vie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouvelle charte des partis politiques ;</li> <li>- Les lois organiques portant création des autres institutions républicaines et les textes d'application ;</li> <li>- Choix du système parlement (bicaméral) nécessité d'équilibre de la diversité sociale ;</li> <li>- Hypertrophie des institutions ;</li> <li>- Code électoral ;</li> <li>- Réforme du cadre juridique des DH ;</li> <li>- Parité dans les candidatures aux élections nationales ;</li> <li>- Finaliser et renforcer le processus de décentralisation ;</li> <li>- Plus d'autonomie pour les communes ;</li> <li>- Dépolitisation de l'administration locale ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 13 institutions prévues ;</li> </ul>
Lutte contre l'impunité	<b>Contenu :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restauration de l'autorité de l'Etat ;</li> <li>- Réforme profonde de la justice garantie d'indépendance ;</li> <li>- Récupération des bien de l'Etat ;</li> <li>- Moralisation de la vie publique ;</li> <li>- Favoriser la bonne gouvernance ;</li> <li>- Poursuite des crimes économiques ;</li> <li>- Poursuite des auteurs de violations des DH ;</li> </ul>	

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutter contre les violences faites aux femmes et enfants (viols, violences sexiste...)</li> </ul>	
Organisation d'élections libres	<b>Contenu :</b> favoriser l'alternance démocratique à travers un processus crédibles, inclusif et transparent	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récemment général de la population ;</li> <li>- Nouveau Fichier électoral crédible ;</li> <li>- Un OGE adapté à nos besoins ;</li> <li>- Ordre des élections de la base au sommet ;</li> <li>- Respect du genre aux poste de décision ;</li> <li>- Utilisation des NTIC ;</li> <li>- Participation des jeunes aux postes de décision ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fixer par ordonnance les modalités du referendum ;</li> <li>- Participation des guinéens de l'Etrangers ;</li> <li>- Mise en place d'un observatoire national du référendum ;</li> <li>- OGE indépendant et plus technique ;</li> </ul>
Réconciliation Nationale	<b>Contenu :</b> les Conclusions des consultations publiques organisées, les populations ont proposé un ensemble d'actions qui selon elles sont primordiales pour aboutir un avenir partagé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission d'enquêtes,</li> <li>- Favoriser le dialogue ;</li> <li>- Favoriser une justice transitionnelle (vérité, justice, pardon et inclusion, reformes législatives) ;</li> <li>- Travaux mémoriels.</li> <li>- Favoriser l'emploi jeunes ;</li> <li>- Autonomisation des femmes</li> <li>- Adoption de lois contre les propos ethnocentriques ;</li> <li>- Création d'une institution nationale de prévention, de gestion et de résolution des conflits portant atteinte à la cohésion sociale ;</li> <li>- Réduire le nombre de partis politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Levée du contrôle judiciaire sur 9 leaders politiques ;</li> <li>- Contrôle judiciaire pour des activistes civils en détention ;</li> <li>- Contrôle judiciaire pour les cadres en conflits avec la CRIEF ;</li> <li>- Accélération des procédures judiciaires ;</li> </ul>
Consolidation de la démocratie	<b>Contenu :</b> favoriser un environnement juridique respectueux des droits de l'homme sur la base du respect de la loi et de l'ordre public	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'application correcte des textes de lois ;</li> <li>- Droits civils et politiques (manifestation, cortège etc...)</li> <li>- L'éducation citoyenne (écoles, FDS, partis politiques) ;</li> <li>- Former, sensibiliser et équiper les FDS ;</li> <li>- Sécurité des populations et de leurs biens ;</li> <li>- Vulgarisation des textes de lois en langues locales ;</li> <li>- Emploie jeune ;</li> <li>- Education citoyenne ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place du comité permanent de suivi du cadre de dialogue inter-guinéen ;</li> <li>- Composer ledit comité (coalition de partis politiques, OSC, Gouvernement, CNT, CNRD, personnes ressources) ;</li> </ul>